

Les syndicats et les autonomes MALAISE

J-S MARSAN



Lors du premier colloque annuel du Groupe Entreprendre, le 23 mai dernier à Montréal, la directrice Ginette Salvat interpelle les participants: «Il paraît que les syndicats veulent syndiquer les travailleurs autonomes!» Un lourd murmure de désapprobation, accompagné de quelques sifflements, traverse la salle.

Les travailleurs-ses autonomes se méfient des syndicats comme de la peste. D'abord parce qu'ils ont tourné le dos aux structures et aux valeurs du salariat, mais aussi parce qu'avec la formule Rand, les gens sont obligés de se syndiquer. On ne sait jamais si un fonctionnaire va présenter un projet de loi pour nous obliger à payer des cotisations syndicales ou quelque chose comme ça, redoute Danielle Vallée, cofondatrice du Groupe Entreprendre. Ça fait longtemps que les syndicats regardent du côté des travailleurs autonomes parce que les emplois diminuent constamment, ils perdent des cotisations, alors ils essaient de compenser à quelque part.»

MÊME COMBAT?

Henri Massé, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), et son homonyme Pierre Paquette de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) affirment qu'ils n'ont rien contre le travail autonome en autant qu'un cadre législatif assure une certaine protection aux autonomes. «On a déjà des associations de pigistes affiliées à la CSN, explique Pierre Paquette, par exemple l'Association des professionnels de la vidéo du Québec, l'Association des journalistes indépendants du Québec, l'Association des professionnels des arts de la scène et des spécialistes de médecines douces comme les acupuncteurs. Ce qu'on essaie de faire valoir auprès de ces gens-là et du gouvernement, c'est qu'il faut créer des conditions pour que les travailleurs autonomes puissent vivre dans des conditions décentes.»

Pour Ginette Salvat, «le syndicat avait sa place dans l'ère de l'industrialisation et là on en sort. Par exemple, j'ai rencontré des gens de la Régie régionale de la santé, je leur ai suggéré des

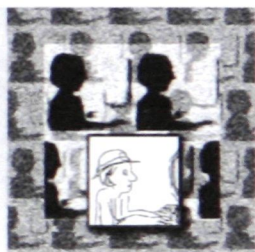
Pierre Paquette de la CSN et Ginette Salvat, du groupe Entreprendre.



possibilités pour aider les gens qui perdent leur emploi à démarrer une entreprise. Soit dans un domaine complètement différent de ce qu'ils font maintenant, soit dans un domaine relié à la Santé, ou encore qu'ils démarrent une entreprise au sein même du centre hospitalier. Ils m'ont dit qu'ils ne pourraient jamais faire ça à cause des syndicats. D'après moi, ça devient une barrière à l'épanouissement de ceux qui vont perdre leur emploi.»

Si certains croient que le syndicalisme pourrait nuire au travail autonome, d'autres affirment le contraire. Puisque le poids de l'emploi autonome dans l'économie est de plus en plus important, peut-il influencer à la baisse les négociations des conventions collectives? «On le voit déjà dans nos propres négociations à l'heure actuelle, certifie Henri Massé. Souvent, les employeurs vont privilégier le travail autonome pour diminuer les conditions de travail.»

ILLUSTRATION: JAMES WAGNER



Les associations, qu'ossa donne?

J-S MARSAN

Depuis le début de la décennie, les travailleurs-es autonomes se regroupent en associations. Celles-ci, au contraire des corporations professionnelles, rassemblent des gens de tous les horizons et conditions sociales: le comptable y côtoie l'artiste, le notaire offre sa carte d'affaires au fleuriste. La doyenne et la plus importante des associations demeure le Groupe Entreprendre, fondé en 1992 et revendiquant plus de 700 membres.

Trois autres associations peuvent revendiquer entre 50 et une centaine de membres: l'Association des entreprises à domicile du Québec, active dans la région de Laval et des Basses-Laurentides; l'Association des travailleurs et travailleuses autonomes du Québec, située dans la capitale; Option Réseau Estrie (Sherbrooke) et le Réseau des travailleurs indépendants (Montréal).

Mini-chambres de commerce au début de la décennie, les associations acquièrent le sens de la revendication politique avec l'âge. La plus dynamique à cet égard demeure le Groupe Entreprendre, véritable lobby de l'autonomie. Elle n'en conserve pas moins, ainsi que tous les autres regroupements, son caractère de club social: les petits déjeuners et les conférences, avec l'inévitable rituel d'échange de cartes d'affaires et les témoignages d'autonomes qui ont réussi, voire d'amorcer une «alliance stratégique»...



Nicole Gagné du groupe Entreprendre.

D O S S I E R

• SEPTEMBRE-OCTOBRE 2002 •